

Vigilance Soudan

www.vigilsd.org

Bulletin créé en 1992

N° 125 - Juillet/Août 2004

La guerre au Darfour PALINODIES DE KHARTOUM*

Depuis 20 ans les agriculteurs africains musulmans du Darfour, « la maison des Fur », région de la taille de la France, font l'objet d'un nettoyage ethnique de la part des nomades musulmans dits arabes, soutenus et armés par Khartoum ; deux mouvements africains rebelles ont émergé en février 2003 et l'action des nomades appelés désormais janjawid n'a fait qu'empirer. Selon les Nations-Unies il y a au Darfour depuis le début de la guerre, 1,2 millions de déplacés, 150 000 à 200 000 réfugiés au Tchad, 50 000 morts, (selon les Etats-Unis 80 000 morts). On s'attend dans les semaines qui viennent à 300 000 morts ; les images satellites américaines montrent 400 villages détruits.

Après les Monts Nouba (1992 et sq.), le Bahr el Ghazal (1998), le Haut-Nil (1999-2003), le Darfour est le quatrième quasi-génocide que le gouvernement islamiste soudanais commet.

Contrôle puis désarmement des milices janjawid, citation de leurs chefs en justice, enquêtes indépendantes sur les violations des droits de l'homme, suppression de tout obstacle à l'arrivée de l'aide humanitaire : voilà qui avait déjà été admis par Khartoum dans son accord de cessez-le-feu avec les rebelles en avril, promis à Colin Powell fin juin, à Kofi Annan le 3 juillet et à tant d'autres, dont la France qui interrogeait le Soudan avec doigté. Comme preuve de bonne foi, Khartoum déployait six mille policiers au Darfour pour désarmer les janjawid : ces policiers sont d'anciens janjawid qui mériteraient la réclusion à perpétuité et sous un autre chapeau, comme on dit là-bas, recommencent leurs actions aussi pernicieuses que décriées. D'après Khartoum, deux cents janjawid auraient été arrêtés, quelques-uns condamnés à une amputation croisée, d'autres à la peine de mort. On est sans aucune preuve. L'Etat soudanais semble bien au contraire vouloir faire passer pour criminels de guerre tous les bandits arrêtés depuis plusieurs années.

Affrontant la vindicte mondiale, Khartoum fit des pieds et des mains, refusa toute assistance dans le désarmement des milices, annonça du ton le plus menaçant : «*Le conflit est fabriqué par l'Occident*», «*le Soudan est visé à cause de ses richesses... à cause de l'islam*» et «*la pression des Etats-Unis est la même que celle qu'ils ont mise contre l'Irak. S'ils utilisent les mêmes méthodes, ils auront les mêmes résultats*». Malgré des prêches dans les mosquées, il serait peut-être difficile pour le gouvernement de mobiliser l'opposition populaire car ceux qui avaient des illusions sur le régime les ont perdues et puis le Darfour est très loin. Il est certes prématuré de parler de désarmement quand Khartoum n'a même pas montré le désir d'enlever aux janjawid toute assistance ; il les a armés et leur a donné des ordres auxquels ils ont obéi ; selon Human Rights Watch, ils avaient encore 16 camps dans le Darfour Ouest le 25 août. Trois d'entre eux auraient été établis après le 3 juillet, date où Béchir promit à Annan de désarmer les janjawid Pour le spécialiste du Soudan à Oxford, Douglas Johnson, les janjawid furent déployés avec vigueur en partie parce que le gouvernement soupçonnait des liens entre le Mouvement rebelle pour la Justice et l'Egalité et Tourabi. Leur contrôle aurait un coût politique ; ceux qui dans le parti au pouvoir les ont soutenus [dont le 1er Vice-Président Taha], devraient perdre toute crédibilité ou être sacrifiés.

* Carte page 4

S O M M A I R E

Paix au Sud

- Délais de Khartoum :
Garang s'occupera du Darfour p. 5

Guerre au Darfour

- Carte p. 4
- Palinodies de Khartoum
Bételgeuse p. 1
- ... et la Ligue Arabe p. 3
- Pendant ce temps la France... p. 5
- Pourparlers de paix p. 7
- Soutien des milices
par Khartoum
Human Rights Watch p. 2
- Le viol arme de guerre
Amnesty International p. 3
- Qui sont les janjawid ?
Justice Africa p. 4
- Traduire en justice Musa Hilal p. 4

Droits de l'homme

- Nord, Darfour p. 6
- Sud, les Shilluk encore
et toujours

Pétrole et Economie

- ECOS p. 8

Terrorisme

- Militaire p. 7
- Affaires Etrangères p. 4

Des documents officiels confirment la politique du gouvernement soudanais Soutenir les milices au Darfour

Human Rights Watch, 20 juillet 2004, traduit et résumé par Vigilance Soudan

D'innombrables témoins attestent la coordination entre les milices se livrant à un quasi génocide au Darfour et les forces gouvernementales qui leur fournissent des armes, de l'équipement de communication, des salaires, des uniformes, participent à des attaques au sol et leur apportent souvent un soutien par des reconnaissances et des bombardements aériens. Les officiels de haut-niveau, après avoir longuement nié l'existence des *janjawid*, ont reconnu leur existence mais ont toujours démenti une telle politique et se sont engagés à désarmer les « *janjawid et autres hors-la-loi armés* ».

Human Rights Watch (HRW) a obtenu des copies de documents qui montrent une politique gouvernementale mise en oeuvre par les niveaux élevés de l'administration civile : recruter les milices, les soutenir, leur assurer l'impunité. Ces documents sont conservés à HRW ; ils ne peuvent être reproduits complètement pour des raisons de sécurité, mais portent tous des timbres officiels, des sceaux ou des en-têtes correspondant à ceux vus sur d'autres documents issus de la même source.

Autorisation d'impunité pour les *janjawid*

Une directive du 13.02.04 émane du bureau d'une localité du Darfour Nord, destinée à « *toutes les unités de sécurité de la localité* ». Elle demande à tous « *d'autoriser les activités des mujahidin [combattants de la guerre sainte, alors que tous les habitants du Darfour sont musulmans] et des volontaires aux ordres du Sheikh Musa Hilal [lire article] à poursuivre leurs activités dans les zones [du Nord Darfour] et de leur fournir les besoins de base* ». « *Nous mettons au premier plan l'importance de ne pas interférer.. et de fermer les yeux sur les infractions mineures commises par les mujahidin contre les civils soupçonnés d'appartenir à la rébellion* ». Puis le document explique cette impunité en demandant aux unités de sécurité : « *de s'assurer que ce qui est arrivé dans la région de Kutum qui a reflété une version déformée des événements ... n'est pas répété* ». [A Kutum les infractions étaient des crimes de guerre, 42 civils exécutés, etc.].

Ordres pour le recrutement et les fournitures militaires

- Une directive de février 2004 du bureau du Commissaire de la province de Kutum, contiguë au Tchad, adressée à tous ceux en charge de la « *mobilisation* » ou du « *recrutement* » dans les localités provinciales est marquée « *hautement confidentiel* ». Ce document se réfère à une déclaration publique de Béchir [en février] sur la fin des opérations militaires au Darfour, et note six points à être *mis en oeuvre* [pour la guerre] dont : « *accroître le processus de mobilisation des tribus loyales et leur fournir un armement suffisant pour la sécurité de la région* »....

- Une document daté du 22.11.03 décrit la visite d'officiels de haut-rang au Darfour Sud, le gouverneur du Darfour Sud, et le ministre adjoint de l'Intérieur du gouvernement fédéral, à un camp de *janjawid* à Qardud où ils demandèrent que « *300 cavaliers soient recrutés pour Khartoum* ».

- Un autre document du bureau du gouverneur du Darfour Sud, daté du 2.03.04, est envoyé à Said Adam Jamaa, commissaire à Nyala, lui demandant de former un comité de sécurité et d'accroître le niveau de recrutement. Parmi les personnes du comité de sécurité sont des leaders tribaux connus pour être responsables de la mobilisation de miliciens parmi leurs communautés [Suivent trois noms avec les explications ad hoc].

Ce même document demande au commissaire de Nyala de « *livrer rapidement des provisions et des munitions aux nouveaux camps...* ».

Installation des groupes nomades dans des terres naguère africaines

- Un mémorandum du bureau du Commissaire de la province de Kutum au Darfour Nord, daté du 12 février 2004 et adressé à ceux chargés de « *la branche orientation et mobilisation dans les localités de la province* » recommande des mesures garantissant contre le

retour « *des forces hors-la-loi dans les régions qu'elles occupaient au Nord Darfour* », à savoir notamment : « *Un plan pour les opérations d'installation de nomades dans les endroits dont les hors-la-loi se sont retirés, basés sur un déplacement sur le terrain et des opérations d'évaluation* ». Le même mémorandum se réfère à d'autres mesures montrant l'établissement de nouvelles personnes dans les lieux vidés de leurs habitants précédents et détruits : « *Réhabiliter les ressources en eau et ouvrir des écoles dans ces régions* ».

HRW a récolté récemment de nouvelles informations au Tchad indiquant que les nouvelles installations n'étaient pas seulement destinées aux nomades du Darfour, mais encore à ceux du Tchad qui sont encouragés en certains endroits à traverser la frontière et à s'installer dans les terres autrefois occupées par les fermiers du Darfour.

D'autre part, le ministre de l'Intérieur, le général Abd el Rahim Mohammed a déclaré le 02.07.04 l'intention de créer 18 « *colonies* » pour abriter plus d'un million de personnes déplacées, un plan qui « *faciliterait l'offre de services et la protection des villageois qui vivaient autrefois dans de nombreux villages éparpillés* ». On déduit de cela qu'au lieu de rentrer chez eux, les déplacés seront obligés de rester dans des camps ce qui consolidera le nettoyage ethnique. La communauté internationale devrait exiger que les *janjawid* soient retirés des régions qu'ils ont occupées, permettant aux civils déplacés de retourner volontairement dans leurs villages en toute sécurité et dignité.

Les *janjawid* protégeront les personnes déplacées

Le mémorandum « *hautement confidentiel* » de février 2004, émanant du bureau du commissaire de Kutum confirme l'utilisation de camps *janjawid* près des villes principales pour « *protéger les civils* ». Il recommande : « *l'ouverture de nouveaux camps pour les volontaires afin qu'ils protègent les citoyens des grandes cités et conduisent des missions de sécurité* ». Selon des témoins et des victimes, les *janjawid* se sont rendus dans maintes zones rurales du Darfour où ils ont établis des camps militaires d'où ils mènent des raids contre les villages. Selon les témoignages des réfugiés au Tchad, les *janjawid* patrouillent depuis ces camps les régions autour des principaux villages et villes, y compris les camps de personnes déplacées ; ils sont responsables des checkpoints le long des routes principales. Les personnes déplacées s'aventurant hors des camps [y compris pour la collecte de bois mort pour les feux] sont l'objet de viols, de torture et de vols.

Outre plus de douze camps de *janjawid* existant, de nouveaux camps se sont installés ces trois derniers mois. [Un nouveau rapport HRW parle de 16 camps dont 3 postérieurs au 3 juillet].

Les *janjawid* incorporés dans la police !!!

Malgré l'accord de cessez-le feu signé le 08.04.04 par le gouvernement et deux mouvements rebelles l'ALS et le MJE, la violence contre les civils ne s'est pas arrêtée ; bien au contraire la situation sécuritaire s'est détériorée : HRW a étudié des attaques constantes de civils par les forces gouvernementales et les *janjawid* dans les Darfour Nord et Ouest, une prolifération de groupes armés le long de la frontière tchadienne, des attaques de villes tenues par le gouvernement et deux kidnappings de travailleurs humanitaires par les groupes rebelles.

La communauté internationale a exigé que le gouvernement protège les civils aussi Béchir a -t-il demandé que 6000 policiers soient recrutés. Selon de nombreuses allégations, les *janjawid*, au lieu d'être désarmés et licenciés, sont engagés dans les nouvelles forces de police et d'armée.

Les *janjawid* qui ont attaqué, assassiné et violé les civils ne devraient pas, à l'évidence, être chargés de leur protection.

Ce rapport est basé sur des centaines de témoignages de réfugiés au Tchad.

« Une quinzaine de femmes et de jeunes filles furent violées dans différentes huttes du village. Les janjawid ont brisé les membres de certaines d'entre elles pour les empêcher de s'enfuir. Ils sont restés dans le village 6 à 7 jours ».

« Je dormais quand l'attaque de Disa a débuté. Je fus emmenée par les attaquants, ils portaient tous des uniformes. Ils ont pris des douzaines d'autres filles et nous ont fait marcher pendant trois heures. De jour, ils nous battaient en nous disant « Vous les femmes noires, nous vous exterminerons, vous n'avez pas de Dieu ». La nuit nous fûmes violées plusieurs fois. Les Arabes nous gardaient avec des armes et on ne nous donna pas de nourriture pendant trois jours » (une femme).

« Cinq à six hommes nous violaient, l'une après l'autre, pendant des heures, pendant 6 jours, chaque nuit. Mon mari n'a pas pu me pardonner, il m'a désavouée [répudiée] » (une femme).

« Quand nous avons cherché à nous échapper ils ont tiré sur plus d'enfants. Ils ont violé les femmes. J'ai vu beaucoup de cas de janjawid violant des femmes et des jeunes filles. Ils sont heureux quand ils violent. Ils chantent quand ils violent et disent que nous ne sommes que des esclaves et qu'ils peuvent faire de nous ce qu'ils veulent ». (A. un homme).

« Il y eut aussi un autre viol d'une jeune fille de 17 ans; M. fut violée par 6 hommes devant sa maison, devant sa mère. Le frère de M. fut attaché et jeté dans le feu ». (H. un homme)

« En juillet 2003, les Arabes ont violé M. 14 ans, sur la place du marché et ont menacé de tirer sur les témoins s'ils intervenaient » (S. une femme).

« A 7 heures du matin, en août 2003, notre village fut encerclé par des janjawid ; nous avons entendu des mitrailleuses et la plupart des gens s'enfuirent, quelques uns furent tués quand ils cherchaient à s'échapper. Ma sœur, M. âgée de 43 ans fut capturée par les militaires et les janjawid. Ils essayèrent de coucher avec elle. Elle résista. J'étais présent et je l'ai entendue « Je ne ferai rien de ce genre même si vous me tuez » ; ils la tuèrent immédiatement. D'autres personnes étaient présentes aussi quand ceci est arrivé » (I. un homme).

« J'étais avec une autre femme, Aziza, âgée de 18 ans qui fut éventrée la nuit où nous fûmes enlevées. Elle attendait un bébé et ils dirent : c'est un enfant de l'ennemi, en la tuant » (Une femme Irenga).

« Ils ont pris KM, 12 ans, en plein air. Son père fut tué par les janjawid, le reste de la famille s'est enfui, et elle fut capturée par les janjawid à cheval. Plus de 6 personnes s'en

sont servi comme épouse. Elle est restée avec les janjawid et les militaires pendant plus de 10 jours. K. une autre femme, mariée, de 18 ans s'enfuit mais fut capturée par les janjawid qui couchèrent avec elle en plein air, tous couchèrent avec elle. Elle est toujours avec eux. A., un professeur m'a dit qu'il lui ont cassé la jambe après l'avoir violée » (A. une vieille femme).

Une autre réfugiée, K., 23 ans, mère de trois enfants dit à AI comment elle fut enlevée avec deux autres femmes et le mari d'une d'entre elles : « La première nuit j'ai dû supporter que 5 hommes me violent. La première nuit j'ai pu m'enfuir avec une des autres. Je ne sais pas ce qui est arrivé à la troisième, la femme de I. qui était avec nous ». I., le mari de la femme manquante a 36 ans. Son enfant de 11 mois fut tué devant lui. Il a été durement battu par les janjawid. « Ils ont égorgé mon fils unique devant mes yeux. Je ne sais pas où est ma femme, ni ce qui lui est arrivé. C'est seulement parce qu'un des soldats a eu pitié que je ne fus pas tué ».

De nombreux témoignages disent que les femmes sont violées très souvent par les janjawid dans les campements pour personnes déplacées, d'autres montrent des petites filles de huit ans violées, d'autres enfin, montrent les janjawid attaquant les postes de police et tuant les policiers qui voulaient défendre la population.

La souffrance endurée par ces femmes va bien au-delà du viol. Le viol a un effet dévastateur sur la santé des femmes. Elles risquent l'apparition d'une fistule [qui peut apporter la mort par infection et arrêt des reins, mais le plus souvent ne fait « que » empêcher la femme de maîtriser sa fonction urinaire, ce qui provoque de mauvaises odeurs et en fait une paria]. La fistule pourrait être opérée mais bien sûr pas au Darfour. Elles risquent aussi le sida et d'autres maladies sexuellement transmissibles. Le viol a aussi un effet terrifiant car les victimes risquent, pratiquement toujours, une vie de flétrissure et de marginalisation de leur famille et de leur communauté.- encore plus, s'il est possible, si un enfant est né du fait du viol. Une autre conséquence est le nombre de mariages de petites filles, les parents tentant d'utiliser le mariage comme une protection pour leurs filles.

Les viols de masse sont des crimes de guerre et crimes contre l'humanité, mais malgré les promesses de Khartoum de désarmer les janjawid, il n'existe pas de protection pour la population féminine. Dans presque toutes ces attaques enregistrées par Amnesty International, l'armée gouvernementale fut soit impliquée, soit témoin.

Le conflit a une dimension raciale : « Omar el Bechir nous a dit que nous devons tuer tous les Noubas [apparemment une insulte raciale]. Il n'y a plus de place ici pour les nègres » (Un combattant janjawid selon un réfugié). « Esclaves ! Noubas ! Avez-vous un Dieu ? Rompez le ramadan ! Même nous qui avons la peau pâle, nous n'observons pas le ramadan. Vous, noirs laids, vous prétendez... Nous avons votre Dieu ! Votre Dieu est Omar el Béchir ».

« Vous noirs, vous avez abîmé le pays ! Nous sommes ici pour vous brûler... Nous tuerons vos maris et vos fils et coucherons avec vous ! Vous serez nos femmes ! » (Paroles de janjawid selon un groupe de femmes Masalit, camp de réfugiés de Goz Amer, mai 2004).

Des professionnels médicaux devraient être envoyés d'urgence pour soigner les femmes violées survivantes.

La Ligue Arabe

Ignorant ou non ces considérations, les pays arabes soutiennent dans l'ensemble le Soudan, qui selon eux, n'a besoin que de temps. Du temps pour quoi ? Pour que le Soudan continue à massacrer et à déplacer de force ses citoyens pendant que la communauté internationale verse des centaines de millions de dollars dans un puits sans fonds, résultat d'un désastre artificiellement créé (AP 27 07, IPS 21 08).

L'Union Africaine de son côté est contre les sanctions internationales qui éloigneraient les chances de paix (CNSNews.com).

QUI SONT LES JANJAWID ?

Justice Africa 30 juillet 2004

Le terme a été utilisé pour désigner les milices arabes depuis la fin des années 80, mais ne se réfère pas toujours aux mêmes entités. Khartoum a longtemps nié toute collaboration avec eux, mais vient récemment de reconnaître « contrôler » certains d'entre eux dont il doit fournir une liste aux Nations-Unies. En attendant voici la nôtre :

- 1 - Les pasteurs armés. Chaque communauté au Darfour est armée. Les Rizeigat Baqqara, les Habbanya et les Ta'aisha ne sont pas impliqués dans le conflit de manière significative.
- 2 - Les Rizeigat (Abbala) janjawid. C'est la milice prééminente sous la direction de Musa Hilal. Ces Rizeigat sont de lointains parents des Rizeigat Baggara avec qui ils n'ont actuellement aucun lien politique. La suprématie de Musa Hilal n'est pas reconnue par tout le groupe. Il aurait été près d'être tué par des hommes de son clan à cause de ses activités.
- 3 - Les Beni Halba Fursan furent mobilisés en 1991 pour combattre la tentative avortée de l'ALPS d'incursion au Darfour. Seuls quelques éléments sont janjawid.
- 4 - D'autres milices Baggara, telles celles du groupe Terjam près de Nyala.
- 5 - Des arabes tchadiens, par exemple le groupe Salamat qui vit à cheval sur la frontière et dont le nombre serait important. Contrairement aux arabes darfouriens les arabes tchadiens ont la peau nettement plus claire que la population non-arabe.
- 6 - Des milices émergentes venues de groupes qui n'ont pas été jusqu'ici impliqués dans le conflit. Le gouvernement soudanais essaierait de recruter une milice parmi les fellata, des arabes, dans le sens où ils sont pasteurs, originaires d'Afrique de l'Ouest, associés au projet islamiste du gouvernement.
- 7 - Les Forces de Défense populaires (FDP) sont impliquées dans le conflit sous commandement et contrôle gouvernemental. A peu près 5000 janjawid ont été absorbés dans les PDF et la police représentant apparemment la majorité des nouvelles forces de police envoyées au Darfour par Khartoum.

TRADUIRE EN JUSTICE MUSA HILAL

De qui se moque-t-on ?

Chef de la plus célèbre milice janjawid, Musa Hilal vient de passer du 7 au 16 juillet, sinon plus, à Khartoum dans sa maison. Selon les documents de Human Rights Watch, le régime a ordonné de l'autoriser et de l'assister ; les Etats-Unis ont compilé une liste des chefs janjawid les plus recherchés, il est numéroté un sur la liste ; le Conseil de Sécurité a demandé d'arrêter les chefs janjawid-ce que Khartoum dit très difficile à faire-. Mais à Khartoum, Musa Hilal s'est rendu à l'ambassade des Etats-Unis où il a rencontré le chargé d'affaires, M. Galucci, l'après-midi du 8 juillet. Il est allé aussi à l'ambassade britannique. Il a promené des reporters occidentaux au Darfour dans des hélicoptères gouvernementaux, a dit aux journalistes qu'il rendrait les armes quand les rebelles en feraient autant ; il leur a aussi affirmé être un homme politique et non un combattant et s'est étendu sur ses 3 épouses et ses 13 enfants. De qui se moque-t-on ?

Selon une enquête de 2004 du service de recherche du Congrès américain, le père de Musa, découvrant une terre mieux arrosée, se rendit en 1976 avec sa tribu à Aho dans le Darfour Nord où vivaient des tribus africaines. Il obtint leurs terres par l'entremise d'un officiel corrompu. Musa lui-même a été emprisonné pour avoir tué un garde de sécurité et cambriolé une banque à Nyala. Puis, en 1997, il fut mis en prison pour avoir tué 17 africains au Darfour (nombres de gens sont exécutés pour avoir tué une seule personne). En 2003, Musa était à nouveau en prison, il aurait commis des crimes en 2002. A cette époque le gouvernement confronté à la rébellion du Darfour hésitait à y envoyer une bonne partie de son armée parce qu'elle est constituée de gens du Darfour, aussi décida-t-il d'utiliser des milices et le vice-Président Ali Osman Mohammed Taha intervint pour que Musa Hilal soit libéré et aide à l'organisation de celles-ci.

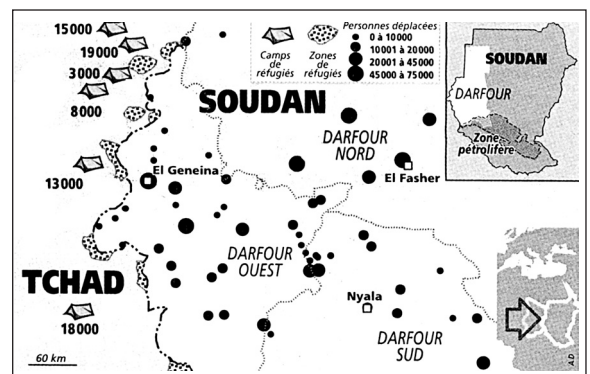
De nombreux témoins accusent Musa Hilal. Ils l'ont vu descendre d'hélicoptère en uniforme militaire, diriger des camps d'entraînement, faire un discours aux recrues disant que tous les Africains étaient leurs ennemis. Avant une attaque le 22 avril, Hilal et les troupes chantaient : « Nous allons à la guerre. Nous déferons les rebelles. Nous sommes les gens originaires de la région [!!] ». Ils l'ont vu alors qu'il revenait en land-cruiser de raids dans les villages africains suivi par des hommes à cheval : « Ils avaient des lits, des valises, des couvertures, des radios, des chameaux, des moutons et des chèvres ». Selon d'autres témoins, Hilal arriva à Tawilah, Darfour Nord, en hélicoptère, vêtu d'un uniforme. Des hommes l'accompagnaient dans 5 land-cruisers et aussi à cheval et à chameau. Hilal donnait les ordres. Des officiels des Nations-Unies venus là quelques jours plus tard, comptèrent qu'au moins 67 civils furent exécutés, 16 jeunes filles enlevées et un certain nombre de femmes publiquement violées. D'autres témoins encore l'ont vu impliqué dans un enlèvement en vue d'une rançon de 4000 dollars, que les intéressés sont incapables de rassembler.

Un officier des renseignements disait à un journaliste de Reuter la difficulté de désarmer les janjawid : « Prenez quelqu'un comme Musa Hilal, il a 12000 combattants qui lui sont loyaux. Comment pouvez-vous le forcer à faire quelque chose qu'il n'a pas envie de faire » ? (Reuter, HRW, Sudan Tribune 09 07, The Guardian 16 07, Washington Post 18 07, Dying in Darfour by Samantha Power in the New-Yorker 30 08 04).

Apparemment ni le Soudan, ni les Etats-Unis, ni la Grande-Bretagne ne peuvent quoi que ce soit contre lui, même quand il est seul à Khartoum.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Après avoir été en poste à Damas, Rabat, New York, Oran, Washington et Johannesburg, Madame **Christine Robichon** a été nommée **ambassadeur au Soudan**.



Nous autorisons la reproduction des articles de ce bulletin à condition d'en citer la source et de ne pas en modifier le contenu.

Délais de Khartoum dans la paix au Sud Garang, vice-Président, S'occupera du Darfour

Peu de Sudistes croient que le gouvernement, qui a passé d'un combat militaire à un combat politique et économique, tiendra ses promesses ; ils recherchent les points faibles de l'accord-cadre que pourraient exploiter ce dernier.

Tout d'abord les accords donnent des compétences en même temps à plusieurs niveaux de l'Etat. Ensuite les élections générales doivent être tenues à la fin de la 3ème année de la période intérimaire, mais il existe une échappatoire : « Les parties verront la faisabilité des dates », tenant compte de « certaines considérations ». Et puis il y aura « un processus général de révision de la constitution ». Jusqu'à quel point sera-t-il général ? Autre question : les plans concernant la sécurité ne coïncident pas ; les forces gouvernementales auront « 2 ans 1/2 après le début de la période pré-intérimaire » pour se redéployer dans le Nord ; les forces ALPS doivent se retirer des Monts Nouba et du Nil Bleu Sud « dès que les forces jointes intégrées seront constituées » ; les forces ALPS dans l'Est doivent en partir « dans l'année qui suit le début de la période pré-intérimaire ». Enfin, un point n'est pas précisé, les forces gouvernementales autorisées au Sud se rendraient-elles dans des lieux où elles ne se trouvent pas actuellement ? Les Sudistes demandent une force de paix internationale, mais se méfient extrêmement de tous les Etats arabes qui ont proposé d'envoyer leurs troupes à cet effet.

La stratégie des médiateurs fut de ne pas lier les pourparlers du Sud à la crise du Darfour. Cette position devient intenable. L'application des accords exigera stabilité politique et assistance internationale, difficiles si la crise du Darfour continue. Enfin le succès des pourparlers dépend de la coopération et du pouvoir du vice-président Taha ; les implications de la crise du Darfour rendent sa position précaire. On entend beaucoup moins parler de lui ces temps-ci. Toutefois un accord de paix montrerait au Darfour que des négociations peuvent produire des résultats.

Après que Khartoum ait pris la décision unilatérale d'inclure la milice SSDF dans les pourparlers sur les arrangements sécuritaires, ceux-ci ont abouti à une impasse. Le protocole signé dit que les leaders des milices ont le choix entre rester aux côtés du gouvernement, qui leur a donné des rangs dans l'armée, ou rejoindre l'ALPS, auquel cas des rangs appropriés leur seront donnés. « *Il est inacceptable que nous ayons à remettre nos positions et nos armes à l'ALPS* », dit le chef d'une milice pro-gouvernementale. Les parties aux négociations n'auraient pas parlé des milices pro-gouvernementales qui oeuvrent à Malakal et dont les sombres exactions (lire droits de l'homme) sont liées au pétrole. Autre sujet de désaccord, qui paiera l'armée ALPS, basée dans le Sud pendant la période intérimaire ? Le Gouvernement veut que ce soit le Sud. Mais alors qui paiera l'armée gouvernementale qui sera au Nord ? Le Nord seul ? Autres points en suspens, le mandat des moniteurs internationaux, l'échelonnement du retrait du Sud des forces gouvernementales, le statut des forces de sécurité pendant la période intérimaire et le déploiement des Forces Intégrées (armée gouvernementale et ALPS) dans le Soudan Est.

Last but not least, Garang a déclaré publiquement à propos du Darfour, que quand son mouvement rejoindrait le gouvernement à la suite des accords de paix, il n'autoriserait pas de combattre un peuple « *qui se limite à faire des demandes* ». Il s'est attiré une volée de bois vert de Béchir : « *le gouvernement ne combat pas son peuple mais ne demande la permission à personne quand il est confronté à des hors-la-loi* ». Si la paix venait, Béchir devrait demander la permission à Garang pour sa politique au Darfour. Ajouté au fait qu'il n'a aucune envie de partager les richesses du Sud, Béchir retarde les choses.

Le 28 juillet, les pourparlers étaient suspendus « pour consultations ». L'ALPS montre quelques signes d'impatience.

Pendant ce temps la France...

Chirac a pris deux décisions la veille du jour où la Résolution fut votée, à la demande semble-t-il du Tchad inquiet. Des soldats français pré-positionnés au Tchad ont été mobilisés à des fins humanitaires. Un avion de transport C130 chargé de 12 tonnes de matériel pour les réfugiés du Darfour a été envoyé plusieurs fois de N'Djamena à Abéché, à l'Est du Tchad avant que les hélicoptères français distribuent la nourriture dans les camps. Le 26 août, le poids s'élevait à 450 tonnes. L'UNHCR est extrêmement reconnaissant. La France donnera aussi un appui logistique aux observateurs de l'Union Africaine au Tchad. De plus, comme les janjawid franchissent souvent la frontière pour attaquer les réfugiés, 200 hommes sur les 950 se trouvant au Tchad, ont été déployés sur la frontière comme le demande depuis longtemps l'Union Européenne ; quelques soldats seraient venus de France dont une trentaine du 5ème régiment d'hélicoptères de combat. Ils disposent d'un appui aérien et sont assistés de soldats tchadiens. Deux cents hommes sont certes peu pour une telle frontière. « *Nous voulons prouver que nous serons présents sur le terrain pour attester des incursions janjawid aux yeux du monde* », avait déclaré l'ambassadeur de France au Tchad.

Nous n'en attendions pas tant, le ministre des Affaires Etrangères Michel Barnier, ne parlait naguère que d'apport d'aide humanitaire au Darfour. Il a changé de discours. Aurait-il appris par Amnesty International que de nombreuses personnes qui lui ont parlé lors de sa visite avaient été arrêtées pour ce fait ? « Il n'y aura pas de solution durable sans accord politique » a-t-il déclaré. Il a pressé le gouvernement et les rebelles de respecter le cessez-le-feu d'avril et de retourner à la table des négociations, et demandé à Khartoum de désarmer les janjawid. « *L'Union Africaine et la communauté internationale, a-t-il ajouté, doivent mettre en place un mécanisme de surveillance approprié pour surveiller la mise en oeuvre du cessez-le-feu. Ceci peut conduire à un accroissement du nombre des troupes à être déployées et à un changement dans leur mission de la protection [des observateurs], au maintien de la paix* ».

Voilà qui va bien au-delà du « plan d'action pour le Darfour », ce dont nous nous félicitons. Mais que fera le ministre pour mettre en oeuvre ces bonnes dispositions ?

- Un symposium sur l'**histoire orale** du Soudan s'est tenu récemment. L'UNICEF a classé le Soudan l'un des 5 pays ayant une diversité culturelle unique.

NORD

Darfour

- VS avait rapporté qu'une douzaine de membres des forces aériennes avaient été accusés il y a 6 mois de **tentative de coup d'Etat pour avoir refusé de bombarder des civils au Darfour**. Ils sont maintenant **aussi accusés de trahison** et jugés. La première session à la Cour a eu lieu **en leur absence**. Le reporter du *Daily Telegraph*, seul journaliste étranger admis, a interrogé des membres de leurs familles qui se trouvaient à l'extérieur de la Cour. Ils sont 26 tous du Darfour, dont 10 officiers supérieurs qui ont refusé de bombarder des civils. Ils ont donc été renvoyés des Forces Aériennes, puis accusés comme civils d'espionnage, puis de tentative de coup d'Etat. **Ils risquent la peine de mort**. L'un d'eux avait dit « **j'aimerais mieux être tué que d'aider à bombarder mon propre peuple** ». **Maintenant ils vont le tuer**, dit sa femme. Comment un si petit nombre d'hommes peut-il faire un coup d'Etat ? Leurs avocats disent qu'ils ont été **torturés** et qu'on leur a **refusé l'assistance d'un avocat**. Un compagnon de prison a déclaré au *Telegraph* : « J'étais en prison, ils ont été amenés en kaki avec des sacs noirs sur la tête. Une longue chaîne les attachait ensemble. Ils les ont emmenés. C'est la dernière fois que je les ai vus ». Devant la Cour le procureur parle comme il veut, interrompt le juge. Les avocats disent que leurs clients sont prisonniers illégalement des forces de Sécurité et non de la police. Le procureur interrompt pour dire que les forces de Sécurité sont responsables de la sécurité et le juge Moatasim Taj Assir décide qu'il a raison mais autorise les avocats à voir leurs clients (*Daily Telegraph*, 29 08).

Selon le courageux journal d'opposition *Al-Ayam*, le **chef de la Commission humanitaire (CAH)** Salafeddin Salah a été **renvoyé** de son poste **pour avoir critiqué la politique** au Darfour. « La situation au Darfour est tragique et devrait être résolue pacifiquement, mais la direction politique a insisté pour une solution militaire » a-t-il déclaré (UPI 23 08).

Un rapport du Département d'Etat américain basé sur 257 interviews de réfugiés au Tchad (les déplacés qui parlent étant « punis » par Khartoum) donnent **les pourcentages suivants** :

- Près d'un tiers ont entendu des propos racistes quand ils ont été attaqués, soit par les milices, soit par l'armée. Parmi ces propos, les plus fréquents sont « Tuez les esclaves », « Nous avons ordre de tuer tous les noirs ». Un milicien aurait dit « Nous tuons tous les noirs et même quand nos vaches font un veau noir nous les tuons » ;
- 60% ont été témoins du meurtre d'au moins une personne de leur famille [le nombre de personnes enlevées n'est pas demandé et nul ne sait ce qui leur arrive] ;
- 20 % ont été témoins d'au moins un viol ;
- 25 % ont été témoins de coups ;
- 25 % ont dit avoir été attaqués par les seuls soldats ;
- 17% ont dit avoir été attaqués par les seules milices.

Un autre rapport interrogera 1100 réfugiés (New York Time 25 08).

- **Sans aide le Darfour peut vivre l'agonie du Sud**. Les experts de l'aide qui recherchent désespérément de l'assistance pour le Darfour, sont conscients que les malheurs de cette région émeuvent beaucoup plus la communauté internationale que ceux du Sud. Selon les Nations-Unies, depuis sa révolte en février 2003, le Darfour a eu 30 000 morts et 1,2 millions de personnes déplacées. Dans le Sud plus de 2 millions ont été tués et 4 millions déplacés. Quelques 95 000 enfants de moins de cinq ans sont morts en 2003, malgré le cessez-le-feu, pour une population de 7,5 millions d'habitants.

Comme naguère dans le Sud, pour Khartoum, la nourriture est une arme. Les retards des douanes soudanaises concernant les véhicules, les radios, les médicaments et autres, importés par les agences d'aide, ont sérieusement différé les opérations humanitaires. Une ONG a dit le 7 juin que les 31 tonnes de médicaments et autres matériels médicaux attendaient l'autorisation d'entrée depuis le 2 mars, 9 tonnes de kits d'urgence sanitaire depuis le 1er mai et 13 véhicules pour des durées allant de semaines à des mois. Une autre s'est vu refuser l'entrée de 200 tonnes de matériel médical et de nourriture parce qu'elles étaient arrivées par bateau et que si c'était urgent elles auraient dû arriver par avion. D'autres problèmes se sont élevés concernant les visas des travailleurs humanitaires. Des officiels ont informé l'UNICEF que le gouvernement pourrait conduire ses propres tests sur les médicaments importés, une procédure excessivement longue. Les autorités exigent des agences d'assistance qu'elles utilisent des camions soudanais, bien que leur nombre soit insuffisant et que leurs tarifs se soient multipliés par 3 ou 4 depuis l'an dernier. Les autorités exigent aussi des ONG qu'elles aient un partenaire local ; le dit partenaire a le plus souvent des capacités limitées et une neutralité douteuse. USAID s'est mobilisée le 11 avril mais n'a pu s'établir régulièrement que fin mai parce que la politique gouvernementale retardait chaque mesure. Les officiels ont restreint les photos, les questions posées aux déplacés concernant les raisons de leur fuite et qui les avaient attaqué, ils ont confisqué un téléphone satellite et arrêté brusquement une visite à un camp de déplacés. Il semble que **la situation se soit quelque peu améliorée**. Il reste toujours le banditisme, les mauvaises routes et les pluies (Statement of Roger Winter Assistant Administrator USAID, before the Committee on Foreign Relations Subcommittee on Africa). Les camps sont pleins d'hépatite E (Michael Smith Defence correspondant et David Blair), de paludisme, et les menaces de choléra sont imminentes. Les Nations-Unies ont besoin de 531 millions de dollars pour la crise au Darfour dont elles n'ont reçu que 276 millions (Rapport du SG au CS 30 08). Malgré la signature de protocoles, **le gouvernement s'efforce de faire rentrer les déplacés de force dans leurs villages** où ils n'ont plus rien et peuvent encore être attaqués par les janjawid (AFP 25 06 IRIN 20 07).

Jan Pronk devant se rendre au camp de déplacés de Ryad près de Géneina, la Commission à l'Aide Humanitaire (CAH) a voulu faire danser les femmes. « *Les femmes sont entrées en furie, ont fichu en l'air la cahute de la CAH, et commencé à lancer des pierres sur les voitures officielles* » raconte un témoin. « *Nous n'avons rien à manger et ils veulent que l'on danse?... Nous avons perdu nos maris, nos frères, nous sommes en deuil, et ils veulent que l'on danse ?* » dit l'une des femmes que les autres approuvèrent (Le Monde 28 08).

SUD

Malheurs en terre Shillouk encore et toujours. L'Equipe de Surveillance de Protection des Civils (CPMT) a rendu son rapport sur les incidents survenus à Datong, une ville de garnison, le 28 mars 2004. Des anciens ont rapporté à l'équipe que 700 à 800 miliciens, soutenus par deux land-cruisers armés de mitrailleuses, ont commencé à brûler les maisons de personnes soupçonnées de sympathiser avec l'ALPS; ils ont aussi brûlé des stocks de grains et de médicaments. L'équipe a compté 52 maisons brûlées. Les soldats auraient battu avec des bâtons ceux qui cherchaient à prendre leurs affaires avant de s'enfuir. Les miliciens sont revenus le 1^{er} avril pour piller. Ces faits ont été corroborés par maints témoignages qui ont énergiquement identifié comme leurs attaquants, les miliciens sous la conduite d'officiers de l'armée et des milices. Le commandant de la garnison, jamais en manque d'explications, a dit que des miliciens avaient bien traversé la ville le 28 mars, mais ne faisaient que passer et que les dégâts devaient être dus à « des bandits ivres ». Un leader

tribal a dit au CPMT que les meurtres indiscriminés de civils le long du Nil Blanc empêchaient les dizaines de milliers de déplacés de rentrer chez eux (IRIN 21 07) [Il y a lieu de penser que des gens du Nord ont remplacé les Shilluk dans leurs terres. Comparons les milices dans le Sud avec les janjawid].

A Malakal le 21 juillet un radeau arriva amenant 25 civils Nuer transportant 500 Kg de charbon de bois et du bois à vendre au marché. Ils furent attaqués par des résidents, des Shilluk qui se souvenaient de la politique de terre brûlée menée par les Nuer aux alentours de Malakal en mars qui y amenèrent environ 14000 personnes déplacées, et de l'incendie et du pillage de la demeure du reth (roi) des Shillouk, personnage sacré. Ils tuèrent au moins trois

Nuer et mirent le feu au radeau. De lourds combats opposèrent les Nuer aux Shilluk (DPA 25 07).

Cent mille déplacés sont déjà rentrés cette année et cent mille autres rentreront vraisemblablement d'ici la fin 2004 ; si la paix était signée, ce chiffre s'élèverait à **500 000** ; les déplacés penseraient que les premiers arrivés peuvent s'assurer des meilleures terres. Toutefois les **Nations-Unies ne sont pas du tout prêtes** pour cela d'autant que les donateurs se sont orientés vers le secours au Darfour (AFP 30 08). Il manque 246 millions de dollars (Rapport du SG au CS 30 08).

MILITAIRE

- **Un rapport de l'Institut d'Etudes Internationales basé à Genève** a été présenté aux Nations-Unies. Il **accuse la Suisse d'avoir vendu en 2003 plus de 4 millions de petites armes au Soudan**. « Nous n'aurions jamais accepté un tel commerce » a déclaré le responsable du contrôle des exportations. « Ou c'est un trafic illégal, ou les chiffres sont faux » (AP/Swiss info 04 07).

- **Amnesty International a flétri la Russie** pour avoir envoyé au Soudan 12 Migs au moment où les gens du Darfour affirment avoir été bombardés par des Migs et des Antonovs des forces aériennes soudanaises.

- Selon Comtrade, un document officiel les Nations Unies basé, pour ce, sur des données soudanaises, la **Grande-Bretagne aurait envoyé 180 tonnes de petites armes au Soudan** du type habituellement utilisé par les **janjawid** en 2001 et 2002. Les douanes britanniques n'en ont pas trouvé trace, mais une explication serait qu'il s'agit d'armes non britanniques, vendues par un courtier britannique, de tels profits forment une part vitale de l'industrie d'armes britanniques mais n'est pas réglementée par la loi. Un important homme d'affaires londonien est accusé par de nombreux experts du Soudan d'être au cœur d'un commerce illégal avec ce pays depuis les années 80. Ses activités sont connues des autorités britanniques mais rien n'a été fait contre lui (Andrew Gilligan, Evening Standard 24 06). D'après le Sunday Times du 05 09, John Knight se serait fait 3,3 millions d'euros en vendant au Soudan de quoi équiper une petite armée.

-**Béchir** qui était général de brigade au moment du coup d'Etat, et alors que l'action de son armée provoque l'indignation générale, vient d'accéder au rang de **Maréchal** (AFP 14 08).

Darfour : Pourparlers de paix

Des pourparlers mal préparés avaient eu lieu mi-juillet à Addis. Les rebelles n'avaient envoyé qu'une délégation de second ordre, de crainte d'un guet-apens. Ils avaient demandé à nouveau avant tout dialogue politique les mêmes conditions, promises précédemment à Kofi Annan et autres gros calibres venus d'Occident et d'ailleurs.

Bien que les négociateurs des nouveaux pourparlers d'Abuja ne soient pas tombés d'accord sur l'ordre du jour (AFP 24 08), l'on commença par son premier point, la situation humanitaire, l'on arriva rapidement à une entente, qui n'est à ce jour ni publiée, ni signée. On en est aux problèmes de sécurité (AFP 01 09).. Auparavant Khartoum avait suggéré que pendant qu'il démobiliserait les janjawid [ou pas !], les rebelles seraient désarmés ou seulement cantonnés par les forces africaines, (Reuter, AFP 25 08) ce sur quoi l'Union Africaine semblait d'accord ; les rebelles ont bien entendu déclaré fermement " la paix d'abord, le désarmement après " C'est le point sur lequel butent les négociations. (AFP 25 08 Reuter 26 08 AFP 02 09). L'Union Africaine cherche à transformer ses forces de protection des observateurs en forces de maintien de la paix. Le président nigérian a même menacé : si le Soudan n'accepte pas d'Africains, d'autres pourraient venir. Sans effet.

Le Soudan aurait démobilisé un tiers des Forces de Défense Populaire. Les rebelles avaient suspendu les pourparlers pour protester contre des attaques de civils que les observateurs ont confirmées. Le Président nigérian a protesté vigoureusement auprès de Béchir.

TERRORISME

Si le gouvernement soudanais souhaite que l'**Armée de Résistance du Seigneur (ARS), rebelle ougandais, continue son oeuvre de mort** dans le Sud-Soudan pour y provoquer des difficultés après la paix, **comme une milice pro-gouvernementale ordinaire**, il trouve de plus en plus difficile de fournir des armes à l'ARS après avoir longtemps dit qu'il ne le faisait plus. Il y a plus d'observateurs à Juba où un consulat ougandais devrait s'installer; aussi Khartoum recourait à des parachutages d'armes de nuit; selon des informations de l'armée ougandaise l'ARS se cacherait derrière les lignes de défense de l'armée soudanaise. Une réduction de l'arrivée d'armes n'est pas le seul problème que rencontre l'ARS. La milice pro-gouvernementale Equatoria Defence Force, qui lui était proche, a rejoint l'ALPS en mars 2004 et poursuit désormais l'ARS. L'armée ougandaise a commencé à capturer plutôt qu'à tuer les combattants ARS. Ces combattants avaient souvent été enlevés enfants, mais la somme d'horreur qu'ils ont commises empêchait les gens de les considérer comme des victimes. Les Eglises ont beaucoup travaillé à cette reconnaissance. Depuis le début de l'attaque ougandaise en territoire soudanais, Joseph Kony, le chef de l'ARS dit que « l'Esprit l'a quitté ». L'Ouganda chercherait à s'en saisir pour le remettre au Tribunal Pénal International et accorder l'amnistie à ses troupes.

L'ARS a attaqué des gens de l'Etat de l'Est Equatoria (MENA 20 07). Plus de 9000 civils déplacés par l'ARS le mois dernier, bien que protégés par l'ALPS, sont en train de mourir de faim dans des camps à l'ouest de Torit (DPA 26 07).

Les **Forces spéciales américaines** auraient opéré au Soudan pour **chasser** des militants saoudiens qui auraient rétabli **3 camps d'entraînement d'Al Qaida**, dans le Gebel Kurush au Nord des collines de la Mer Rouge. Le Soudan aurait résisté à des pressions occidentales et saoudiennes d'envoyer son armée là, mais permis à de petites équipes de soldats américains de s'y rendre dans le cadre de visites officielles

PÉTROLE ET ÉCONOMIE

- Les **réserves de brut** prouvées du Soudan, s'élevaient depuis janvier 2004 à **563 millions** de barils ; en 2001 il s'agissait de 262 millions de barils. En juin 2004, la production s'est élevée à 345 000 barils/jour, elle était de 270.000 barils/jour en 2003 (Liquid Africa 16 07).

- Un **consortium** composé du chinois Sinopec, d'Osman construction Co et dirigé par le malais MMC Corp, a obtenu un contrat de **65,6 millions de dollars** de Petrodar Operating Company pour construire un oléoduc de 490 km pour l'exportation, à partir du bassin de Melut. Petrodar est une entreprise à risques partagés entre China National Petroleum Company (CNPC), le malais Petronas Carigali Overseas, le soudanais Sudapet, l'arabe Gulf Oil Petroleum et le bahreïni Al Thani. Les Chinois ont 41% et le Malais 40%. Petrodar projette de développer deux réserves de pétrole, dans les Blocks 3 et 7 dits Melut (Reuter 26 07/ Press statement de MMC).

- Le **pétrolier indien, ONGC Videsh** désire acquérir la concession de Total dans le Block 5, il y a peu Block B, en sommeil depuis 1985, à cause de la guerre civile. C'est la région où les bassins pétroliers de Muglad et de Melut se joignent (PTI 20 06). ONGC a signé un contrat de **construction d'un pipe-line** de 741 km de long et de 12 inches de diamètre pour transporter des produits pétroliers de la raffinerie de Khartoum au port Al-Khair à Port-Soudan (SUNA 01 07). Les travaux seront assurés par la firme d'engineering indienne basée à Dubaï Dodsal. Dodsal a aussi eu deux autres contrats pour Petrodar, l'un de Adar

à Agordeed, l'autre pour une section de 280 km d'un oléoduc menant à Port-Soudan (the hindubusinessonline 27 07). Une firme russe, Stroitransgaz s'est aussi targuée d'avoir eu le même contrat (RIA Novosti 29 07).

ECOS, la coalition européenne sur le pétrole au Soudan a écrit à *The Times of India* pour lui faire part de son souci de l'implication de la société pétrolière indienne ONGC au Soudan, où l'exploitation pétrolière est liée à d'affreuses violations des droits de l'homme et où les revenus pétroliers ont permis de faire la guerre dans le Sud et au Darfour. *The Times of India* a répondu: « ...ONGC a fait un investissement hautement spéculatif qui a été auparavant abandonné par des sociétés comme Chevron, Shell et Talisman. De manière surprenante, le parlement indien qui discute toutes les décisions majeures d'ONGC, a négligé de poser les questions embarrassantes. De manière encore plus surprenante, le gouvernement indien qui a 74% des parts d'ONGC a fortement encouragé la société à faire cet investissement sans étudier les nombreux risques qu'il comportait.

ONGC reconnaît de pas avoir fait d'analyse de risque politique. Comment donc peut-il justifier un investissement d'1 milliard de dollars ? » (*The Times of India* 21 06 <<http://www.ecosonline.org/>>).

PALINODIES DE KHARTOUM (suite de la page 1)

Alarmée par le spectre d'un nouveau Rwanda, l'opinion des Etats s'émue ; une Résolution du Conseil de Sécurité fut acceptée le 30 juillet, après que l'on eût retiré le terme abhorré de « sanctions » et qu'on l'eût remplacé par « les mesures prévues par l'article 41 » - ce qui écarte les sanctions militaires. Il n'y eut pas de vote contre, la Chine et le Pakistan s'abstinrent. [texte complet de la résolution <http://www.vigilsd.org> Les « mesures » efficaces seraient certes un embargo à l'exportation du pétrole et à l'importation des armes auquel tant la Chine, pétrolier au Soudan, que la Russie, vendeuse d'armes, opposeraient un veto. Ou encore que l'Union Africaine, munie d'un mandat du Conseil de Sécurité, établisse une force robuste de maintien de la paix et licencie les camps de janjawid. Les intérêts divergents des Etats les ont en effet poussés à charger l'Union Africaine à la fois du poids du cessez-le-feu et de celui des négociations entre le gouvernement et les rebelles.

La Résolution, faut-il le dire, a repris dans leurs grandes lignes les sempiternelles demandes faites précédemment par tous. Elle prie le Secrétaire Général de tenir le Conseil de Sécurité informé après 30 jours, puis chaque mois, du progrès ou de l'absence de progrès à ce sujet. Elle requiert le Soudan de travailler en coopération avec le Haut Commissaire aux Droits de l'Homme au déploiement de ses observateurs et à la suppression des entraves à l'aide humanitaire. Elle demande également aux Etats membres de ne pas fournir d'armes aux entités non gouvernementales [rebelles] et aux milices janjawid. [Mais Khartoum ne leur en procure-t-il pas ?]. La Résolution approuve le déploiement d'observateurs africains, engage les Etats Membres, comme le font déjà les Etats-Unis et l'Union Européenne, à renforcer l'équipe d'observation [Trois cent sept soldats Nigériens et Rwandais protègent les 80 observateurs qui ont déjà découvert que des villageois enchaînés ont été brûlés vifs, et que les forces gouvernementales ont harcelé des déplacés dans un camp et pillé leurs pauvres biens]. Enfin la Résolution requiert le Soudan et les «groupes dissidents» de reprendre les négociations sous l'égide de l'Union Africaine.

Ni repus, ni recrues de leurs tristes exploits, les janjawid et les hélicoptères de l'armée ont toujours continué à les

perpétuer, jusque pendant les pourparlers de paix actuels, sans que le gouvernement, comme toujours partiel et partial, n'intervienne un tant soit peu.

Les autorités de Khartoum parurent très partagées sur la réponse à donner à la Résolution du Conseil de Sécurité. Le porte-parole des Forces armées l'appela une « déclaration de guerre » et des camps d'entraînement pour des combattants de la guerre sainte furent ouverts au Darfour Nord «pour contrer toute intervention étrangère». Finalement, le gouvernement accepta la Résolution et se contenta de reprendre ses vaticinations et ses fausses promesses demandant aux chefs tribaux fort empêchés, de désarmer janjawid et rebelles. Grand succès de la manœuvre. Le représentant de Kofi Annan au Soudan, Jan Pronk, a signé avec Khartoum, un «plan d'action pour le Darfour» [<http://www.vigilsd.org>] qui se borne pour le premier mois, à organiser des «refuges», reliés par des routes sûres, autour des camps de déplacés et des villes et villages qui ont une forte concentration de population. Le gouvernement dans ces zones de plus de 6 km² doit arrêter toute offensive et redéployer ses troupes pour qu'elles ne soient pas en contact avec la population. Il doit demander aux rebelles d'y cesser toute activité militaire, et «instruire» les milices «sur lesquelles il a de l'influence», de déposer les armes. Les observateurs de l'Union Africaine ne sont pas assez nombreux pour surveiller même les onze zones. Qui consolident le nettoyage ethnique.

Les armes tant des milices que des rebelles seraient collectées plus tard après un accord de désarmement et de démobilisation. Khartoum s'engage aussi à se rendre de bonne foi à des pourparlers avec les rebelles et à faire appel aux leaders locaux pour rebâtir la confiance. L'Union Africaine a insisté à maintes reprises avec force sur la transformation de la force de protection des observateurs en force de maintien de la paix. Khartoum s'est entêté : «La sécurité est la responsabilité du seul gouvernement soudanais». Pour ce faire, il envoie des milliers de policiers au Darfour. D'anciens janjawid.

Khartoum n'a que relâché légèrement la pression sur l'arrivée de l'aide humanitaire, aucune sanction n'est intervenue. Le monde devrait mieux connaître le gouvernement soudanais. Le laissera-t-il pendant 20 ans jouer des mêmes palinodies que l'on a connues dans le Sud ?